

PREMIER BILAN DE LA COALITION CONTRE BOKO HARAM

Marc-Antoine Pérouse de Montclos*

* Chercheur à Chatham House, Londres

Depuis janvier 2015, les premières opérations de la coalition militaire qui est censée réunir le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun laissent déjà entrevoir toutes les difficultés à venir. De fait, les objectifs des uns et des autres ne sont pas les mêmes. En combattant Boko Haram, le Tchad et le Cameroun veulent préserver la ligne d'approvisionnement de Ndjamena, vitale sur le plan économique. Le Nigeria, en revanche, se désintéresse du Borno, région pauvre qui n'a pas de ressources pétrolières ou minières. S'il souhaite impliquer les pays voisins, c'est pour empêcher Boko Haram d'avoir des bases arrières sur la frontière, réclamer un soutien de la communauté internationale et justifier les défaillances de son armée en mettant en avant la dimension globale d'une insurrection djihadiste susceptible d'influencer le cours de la campagne électorale. Le Niger, quant à lui, souhaite éviter que les troubles du Nigeria débordent sur son territoire. Au quotidien, les autorités préfectorales sont d'abord préoccupées par le banditisme et la dégradation de la situation au Mali et en Libye. Elles sont moins directement concernées par la lutte « globale » contre le terrorisme et ne veulent pas être entraînées malgré elles dans une guerre internationale. Le risque d'engrenage n'est pas négligeable : c'est à la suite d'un bombardement tchadien sur la localité frontalière de Malam Fatori, par exemple, que les insurgés de Boko Haram ont, en représailles, attaqué la bourgade nigérienne de Bosso près du lac Tchad début février 2015.

Beaucoup reste aussi à faire en matière de coordination. Le Tchad est frustré de ne pas avoir été autorisé par le Nigeria à poursuivre son offensive au-delà de la petite ville de Dikwa pour aller jusqu'à Maiduguri, la capitale du Borno. Un tel retard a permis aux insurgés de se disperser dans les campagnes. La population de Maiduguri, elle, aurait sans doute été soulagée d'accueillir les troupes de Ndjamena pour suppléer aux défaillances de l'armée nigérienne. Mais la perspective d'une occupation tchadienne du Borno aurait été une humiliation nationale inacceptable pour le président sortant Goodluck Jonathan, qui se présente à l'élection présidentielle du 28 mars. Depuis lors, les autorités nigérianes restent très floues sur le droit de poursuite que peuvent exercer les armées constitutives de l'ancienne structure de la MJTF (Multinational Joint Task Force), qui datait de 1998 et ne comprenait pas le Cameroun. Officiellement, les troupes nigériennes sont allées prendre la localité frontalière de Damasek sans que l'on sache si elles se sont ensuite enfoncées plus à l'intérieur du territoire nigérian, avec ou sans l'autorisation d'Abuja.

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

L'esprit de coopération ne semble pas non plus au rendez-vous. Par déclarations interposées, les insultes échangées entre les états majors nigérien et nigérian ne sont peut-être pas pour rien dans les dysfonctionnements observés sur le terrain. D'après les témoignages recueillis sur place, un chasseur nigérian a ainsi bombardé et tué 37 civils à Abadam du côté du Niger en janvier 2015. Les habitants du village s'étaient en l'occurrence réunis pour la prière (*fatya*) de 14 h à l'occasion d'un enterrement, pendant que l'essentiel des combattants de Boko Haram s'était caché près de la « forêt » de Yau, du côté nigérian de la frontière. Bien entendu, Abuja a nié toute responsabilité dans l'incident, pendant que Niamey décidait d'étouffer l'affaire.

Particulièrement préoccupant au vu du comportement passé des troupes tchadiennes et nigérianes, le risque de bavures à répétition menace pourtant la réussite des opérations de la coalition panafricaine s'il aboutit à transformer une insurrection djihadiste en révolte populaire contre des armées d'occupation. Au Niger, par exemple, la région concernée, autour de Diffa, est une terre d'élection de l'ancien parti unique MNSD (Mouvement national pour la société du développement) du président Mamadou Tandja, au pouvoir de 1999 à 2010. La multiplication des incidents contre des civils pourrait alors être récupérée par l'opposition pour tenter d'ébranler un pouvoir qui, à Niamey, a déjà été déstabilisé par les émeutes anti-Charlie du début 2015.

Ce n'est certes pas le cas pour l'instant. En effet, l'actuel président Mahamadou Issoufou peut compter sur l'unité nationale d'une population qui s'identifie à l'État plus qu'à un régime par crainte de sombrer dans le chaos qu'ont connu tous les pays voisins : Mali, Libye, Nigeria, Tchad. Constitué d'étudiants et de syndicalistes issus de la conférence nationale de 1990 et de l'opposition à la dictature militaire des années 1980, les militants du PNDS (Parti nigérian pour la démocratie et le socialisme), aujourd'hui au pouvoir, semblent plus en prise sur la « société civile » que les hommes du MNSD, parti vieillissant de notables. De plus, le président Mahamadou Issoufou dispose encore de soutiens locaux au Sud-Est du Niger. Haoussa, il est ainsi marié à une Kanouri Manga de Mainé Soroa, la ville natale de Mamadou Tandja, qui était lui-même né d'un père peul et d'une mère kanouri réputés originaires, respectivement, de Mauritanie et du Nigeria.

À 1 400 kilomètres de Niamey, la perspective d'un embrasement de la région de Diffa n'en est pas moins inquiétante. La remarque vaut pour le Cameroun et le Tchad, dont les régimes n'ont pas la légitimité des élections et sont usés par plusieurs décennies au pouvoir. À Ndjamena, le gouvernement du président Idriss Deby est fragilisé par la baisse des prix du pétrole, dont la production alimente une bonne partie du budget de l'État. Il va donc utiliser l'argument de la guerre contre le terrorisme pour justifier des dépenses militaires disproportionnées et, éventuellement, un maintien au pouvoir à la fin de son mandat en 2016. À Yaoundé, le président Paul Biya a d'ores et déjà commencé à jouer la carte de l'unité nationale pour museler les oppositions locales. Il n'est cependant pas certain que l'épouvantail djihadiste suffira à contenir les mécontentements. En voulant affirmer la

PREMIER BILAN DE LA COALITION CONTRE BOKO HARAM

NOTE n° 259 - Fondation Jean-Jaurès - 20 mars 2015

présence de l'État dans des régions déshéritées, la militarisation et l'internationalisation de la réponse à Boko Haram sont aussi, paradoxalement, une source de déstabilisation.